

*Le budget—M. Cassidy*

Nous avons un budget dans lequel le gouvernement ne voit pas comme priorité la création d'emplois, mais au lieu de cela, il voit comme priorité surtout de satisfaire les hommes d'affaires, le monde financier à Wall Street, à Londres, à Paris et à Bay Street et la rue Saint-Jacques.

Monsieur le Président, dans l'espace des dernières semaines, nous avons fait un sondage auprès de la compagnie Gallup pour le Nouveau parti démocratique, pour savoir ce que pensaient les Canadiens sur la question des réformes fiscales. Et 90 p. 100 des Canadiens qui ont été interrogés nous ont répondu qu'ils cherchaient vraiment une réforme fiscale, puisqu'ils voulaient voir un système fiscal vraiment juste. Et ils croient que le système qui existe maintenant n'est pas équitable. Malheureusement, nous ne voyons pas vraiment, dans le budget d'hier, de changement dans la réforme fiscale qui rend le système plus équitable.

Monsieur le Président, j'aimerais tout simplement rappeler certains des propos qui ont été envoyés au ministre des Finances par notre porte-parole en matière de finances, le député de Kamloops-Shuswap (M. Riis) et moi-même et les autres députés qui font partie de notre enquête fiscale 1986. Nous proposons, monsieur le Président, que l'on devrait adopter un Budget annuel des dépenses fiscales qui indiquerait les coûts annuels et les remises d'impôts et la nature des décisions fiscales. Ce propos a été ignoré.

Nous proposons d'établir des tests de rentabilité à l'égard des mesures fiscales particulières. Nous disions: Le public a le droit de savoir si nos grandes dépenses fiscales sont efficaces, tout comme il a le droit de savoir l'effet de nos dépenses directes. Ce propos a été ignoré.

Monsieur le Président, nous avons proposé l'élimination de certaines mesures fiscales actuelles; par exemple, l'exemption à vie de \$500,000 de gain en capital qui coûte au moins 600 millions de dollars cette année. Nous avons proposé l'élimination de la déductibilité fiscale des frais d'intérêts connexes aux fusions et absorptions puisque cela coûte plus de \$200 millions cette année. Ces deux propositions ont été ignorées.

Nous proposons que les récentes majorations apportées aux REER qui coûtent \$40 millions soient éliminées ou réduites. Cette proposition a été ignorée. Nous proposons que les abus que comportent les dispositions relatives aux sociétés de transferts et qui coûteront environ \$100 millions et un milliard de dollars et plus, que ces abus soient éliminés. On a fait quelques pas en avant, mais très peu. Nous proposons que le niveau actuel du crédit d'impôt pour dividendes, qui coûte actuellement environ 101,6 millions de dollars par année, soit éliminé. Maintenant, monsieur le Président, on a réduit d'un tiers, mais quand même que deux tiers de cette réduction existent encore. Nous proposons que la législation relative à l'impôt minimum soit resserrée. On publie actuellement des manuels pour éviter l'impôt minimum. Une meilleure législation rapporterait au moins 100 millions de dollars de plus.

Nous proposons, monsieur le Président, que notre fiscalité relative au revenu des particuliers soit rendue plus progressive. Si on rétablissait simplement les taux d'impôt maximums d'avant 1982, il en résulterait plus d'équité et environ 1,7 milliard de dollars de recettes fiscales de plus.

Nous proposons, monsieur le Président, que notre fiscalité soit simplifiée afin d'en faciliter la compréhension.

Et nous proposons d'éliminer la taxe sur l'essence aux fins agricoles.

Monsieur le Président, malheureusement, presque toutes nos propositions ont été ignorées par le ministre des Finances, même si ces propositions que l'on vient d'énoncer auraient permis des économies d'une valeur de 3,2 à 4 milliards de dollars par année.

Cela veut dire une réduction du déficit, prioritaire pour le ministre des Finances et son gouvernement, et ainsi donner plus de flexibilité dans les dépenses du gouvernement, éliminer certaines des économies auprès du gouvernement, et donner au gouvernement la capacité de faire des investissements dans le but de créer des emplois dans toutes les régions du pays qui en ont besoin. Je parle particulièrement du Québec, monsieur le Président. Nous avons encore au Québec un problème vraiment régional. Même en dehors de la Gaspésie, on voit des taux de chômage qui excèdent 16, 17, 18 p. 100. Au Témiscamingue, par exemple, dans la région de Lac-Saint-Jean, dans certains endroits dans les Cantons de l'Est, en Estrie, il y a des régions avec des taux de chômage qui sont très excessifs, mais quand même il n'y a aucune mesure de prise dans le budget pour répondre aux besoins des gens dans ces régions.

D'autre part, comme vient de le commenter la députée de Capilano (M<sup>me</sup> Collins), le gouvernement vient de diminuer ses dépenses sur le développement régional et le développement économique de 14, presque 15 millions de dollars en 1984-1985 et jusqu'à 9 millions de dollars en 1987-1988. Effectivement, le gouvernement n'est pas «troublé» par la création d'emplois, et on voit cela dans la diminution de la *Canadian job strategy*, la Stratégie dans l'emploi du Canada, qui est diminuée de \$900 millions par année et jusqu'à 800 millions de dollars par année.

• (1740)

*[Traduction]*

Je voudrais dire un mot des conséquences particulières du budget sur les habitants de ma circonscription et du reste d'Ottawa. Comme je l'ai déjà dit en français, le budget est injuste et fait assumer le fardeau du déficit aux familles canadiennes ordinaires de ma circonscription et de tout le Canada. Il ne propose rien de spécial pour faire baisser le taux de chômage, qui est encore beaucoup trop élevé à Ottawa et ailleurs dans le pays. Il réduit de façon dramatique les fonds affectés au développement régional et ne fait rien pour rendre le régime fiscal plus juste même si, d'après le sondage Gallup, c'est ce que veulent neuf Canadiens sur dix.

Il est tout à fait inacceptable selon moi que le gouvernement tolère que les impôts sur le revenu payés par les Canadiens ordinaires en 1987-1988 augmentent de 5.5 milliards de dollars par rapport à l'année précédente pendant que les recettes fiscales provenant de l'impôt des sociétés diminueront. Le gouvernement prétend qu'il est en train de simplifier et de transformer l'impôt des sociétés. Il a cependant oublié qu'un aspect essentiel d'une telle réforme devrait consister à exiger des sociétés une contribution plus équitable aux recettes de l'État. Nous devrions prendre immédiatement des mesures pour recouvrer une partie des recettes fiscales cédées aux sociétés depuis huit ou dix ans, d'abord par les libéraux et maintenant par les conservateurs.